

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3525 - Vendredi 29 Novembre 2019 - Prix : 200 Fc

ENCADREMENT DES TARIFS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'ACTIC porte plainte contre l'ANRTIC



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Les enseignants de l'Université
partent en grève illimitée**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Novembre 2019**

Lever du soleil:
05h 32mn
Coucher du soleil:
18h 17mn
Fajr : 04h 19mn
Dhouhr : 11h 58mn
Ansr : 15h 32mn
Maghrib: 18h 20mn
Incha: 19h 34mn



SÉCURITÉ PUBLIQUE

Un poste de gendarmerie implanté à Vouvouni Bambao

La gendarmerie nationale a inauguré hier 28 novembre un poste de gendarmerie dans le village de Vouvouni Bamabao en présence du chef d'état-major, du chargé de la défense et des ministres de l'intérieur et des finances. Ce poste de gendarmerie ouvert dans une zone périurbaine et rurale a pour mission d'amoindrir les conflits communautaires, de contrôler le trafic routier sur la route nationale 2, de lutter contre les abus de toutes formes pouvant mettre en péril la sécurité publique.

Plusieurs autorités dont les ministres de l'intérieur Mohamed Daoudou, des finances et du Budget Saïd Ali Saïd Chayhane, le directeur de cabinet de la présidence, chargé de la défense Ali Youssouf Mohamed (Belou), le chef d'état-major Youssouf Idjihad et le commandant de la Gendarmerie Ramadan se sont rendus hier dans le village de Vouvouni pour inaugurer officiellement un poste de gendarmerie sis dans le croisement entre Vouvouni et Bweni Bambao. Devant la notabilité, le commandant de la gendarmerie a émis que « c'est pour moi un honneur. Car depuis ma prise

de fonction, c'est le troisième poste de gendarmerie ouvert en zone périurbaine et rurale depuis Bandrani et Bambao à Anjouan avec l'ouverture d'un poste de sécurité avancé ».

En parlant de la sécurité, il a également précisé que « les évolutions de nos modes de vie, l'augmentation de l'insécurité, l'effritement des liens sociaux, la montée de la délinquance routière, les conflits de voisinage incessants, les différends fonciers et territoriaux qui perdurent, la recrudescence de la consommation de drogues par les jeunes adolescents et d'autres types de fléaux menaçant la paix sociale poussent la gendarmerie à envisager des missions de prévention, de médiation, de régulation et de communication au plus près de la population ».

Cette implantation du poste de gendarmerie est considérée par Ramadan comme un moyen de « sécuriser la distribution du grand château d'eau de Ngazidja, la régulation du trafic routier de la route nationale (RN2) qui très bientôt disposera des voies rapides puis la sécurisation de activités sportives qui sont parfois sources de conflits communautaires ». A son tour, le chargé de la défense grâce à qui son soutien a joué un rôle important dans



la réalisation du projet a déclaré que « la présence de la gendarmerie dans un lieu quelconque a pour but de préserver l'ordre public. Les gendarmes ne sont pas synonyme de guerre mais de paix. C'est ainsi que la mission phare de cette institution vise la protection, le secours, et le contrôle pour éviter les abus de toutes formes qui peuvent mettre en danger la vie en société ».

C'était également une occasion pour lui de sensibiliser que les prochaines législations et communales

doivent se dérouler en toute sérénité tout en demandant aux candidats et aux électeurs d'accepter les résultats issus des urnes. Cette implantation d'un poste de gendarmerie s'est réjoui un notable de Vouvouni, va jouer un rôle important quant à la sécurité publique. Cette présence militaire a-t-il dit va accompagner l'évolution de ce village sur le plan éducatif, sportif et dans l'infrastructure.

Kamal Gamal

LÉGISLATIVES À ANJOUAN

Baraka s'est retirée en faveur de Moustadroine

Les retraits de candidatures ont commencé. Baraka Anli Mari professeur de physique et bras droit d'Anissi Chamsidine, membre de l'exécutif de Ndzouani a déclaré forfait avant le match en faveur du candidat Moustadroine Abdou (Crc), qui vise déjà la Présidence de l'assemblée nationale. C'est dans la circonscription de Sima que Baraka s'était portée candidate.

« Nous sommes derrière Azali. Derrière les candidats du régime tout en leur souhaitant bonne chance » indique Baraka Anli. Qu'est-ce qui a poussé Baraka à se désister pour « installer Moustadroine Président d'assemblée » se demande Saimadou Oili, citoyen. Soutenue par Abdoulay Junior qui estime que « la bataille serait rude si Baraka avait maintenu sa candidature dans la région Ouest de l'Ile. Quand bien même, elle représente une étiquette indépendante, on aurait observé « un combat au sein de la même famille politique, avec une ligne bien définie » et ce dernier de conclure que « le retrait est sagement réfléchi »

Sima ne confirmerait pas la règle. Plusieurs candidats dans plusieurs cir-

conscriptions se retireront selon des sources dignes de foi. Certains excluent toute idée de se retirer, tel est le cas de Fardi Abodo qui nous confie que « je ne vais pas me retirer. Celui

qui m'a dit de postuler et celui qui me dira de bouger et non un intrus ». Ce dernier candidat à la circonscription de Mutsamudu d'où le pouvoir veut à tout prix « démocratique » disent les CRC-

que Hayda Nourdine soit leur député de Mutsamudu.

La Directrice de la FOP Mme Fatima Said Ali et Abodo deux de la CRC ne se retireront pas et face à ces deux derniers, il est possible qu'Azali perde la capitale anjouanaise. Sans oublier deux autres « poids lourds », Nail Adinane et Sarkozy de Soma et GNEC-R.

Sarkozy va-t-il se retirer ? Nail sera-t-il me candidat du gouverneur Anissi, alors qu'il est candidat indépendant ? Voilà des questions qui animent les places publiques actuellement. Hayda ne souhaite pas donner son avis. Pour Sarkozy « enfant chouchou d'Azali » à Anjouan, pour son retrait, il ne serait pas une mince condition. « Impossible même qu'il recule » insiste ce « chanceux ».

A noter que Hayda Nourdine n'est pas un poids léger non plus. Une femme de rang et leader sociale depuis. Mais la logique politique pourra surprendre même Azali. Et la candidate soutenue par Miroïdi Aboudou ? Retire ou retire pas ? Cette dernière peut étouffer beaucoup de candidats en lice.

Nabil Jaffar



Baraka Anli Mari candidate qui s'est désistée.

ENCADREMENT DES TARIFS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'ACTIC répond à l'ANRTIC

Après la conférence de l'ANRTIC, le bureau de l'ACTIC tacle l'Agence régulatrice. Hamidou Mhoma fait alors savoir que si la décision est maintenue, Comores télécom risque de couler encore plus. Il demande à l'organe régulateur de chercher là où il y a le problème car selon lui il n'y a pas de liens de causalité entre ces tarifs et la baisse du chiffre d'affaires.

Suite à la décision de l'Agence Nationale de la Régulation des TIC (ANRTIC) sur l'encadrement des tarifs de la data mobile, l'ACTIC (Association Comorienne des TIC) qui avait demandé le « retrait immédiat » de cette décision, vient de saisir le tribunal. En conférence de presse ce jeudi, Hamidou Mhoma, président de l'Association des TIC a fait savoir qu'une première audience a bien eu lieu mais que « l'avocat de l'ANRTIC a soulevé une exception pour expliquer que la plainte a été portée devant un juge de référé ce qui ne devait pas être le cas ». « Leur décision va entrer en vigueur le 1er décembre prochain raison pour laquelle nous avons saisi le juge de référé. Nous n'allions pas attendre sa mise en

exécution pour les attaquer en justice d'autant plus que rien n'empêche l'ANRTIC de se présenter devant le juge de référé », explique Hamidou Mhoma en annonçant que le juge aurait décidé de délibérer sur ce dossier le samedi prochain.

Se justifiant sur cette hausse, l'ANRTIC parle de la baisse depuis quatre ans du chiffre d'affaires de la Société Comores Télécom. Selon Hamidou Mhoma, les arguments avancés par l'ANRTIC sont non-fondés. « Il y a quatre ans, il n'y avait pas de concurrence alors que le chiffre d'affaires commençait à baisser. Telma de son côté vient de rentrer dans le marché cela fait trois ans. Il est tout à fait normal que le chiffre de Comores Telecom baisse car il y a un deuxième concurrent », poursuit-il.

Ce dernier se dit vraiment surpris de la confusion faite par l'ANRTIC sur la baisse du chiffre d'affaires de Comores Télécom. Il est allé jusqu'à dire que c'est la baisse de la rentabilité. « La baisse du chiffre d'affaires de Comores Télécom est normal. Il y a d'autres éléments qui expliqueraient cette baisse comme le changement de contrat au niveau de l'interconnexion car Comores Télécom a signé des nou-

veaux contrats avec des opérateurs qui vendent plus cher la destination Comores », précise-t-il en affirmant que « il y a un élément que les gens ne savent et c'est que depuis peu, les communications internationales entrant aux Comores sont taxées et cela réduit le volume. Donc, cette baisse d'activités est inéluctable. Par contre, si Comores Télécom maintient cette politique de baisse de tarifs, elle va attirer le maximum de personnes qui vont utiliser leurs services ».

Le conférencier rappelle que la concurrence sur le marché des télécommunications est embryonnaire et qu'il n'y avait pas de raison que l'ANRTIC s'immisce dans ce jeu. « Elle devait laisser la concurrence évoluer, laisser les opérateurs décider s'il y a lieu d'ajuster tel ou tel tarif. Ce n'était pas son rôle même si elle est le régulateur », lance-t-il. Pour ce qui est des offres de data mobile entre les deux opérateurs, Hamidou dit que la différence n'est pas énorme. « Si on dit que Telma ne vend pas à perte c'est parce qu'elle a moins de gens et elle a des frais de structure qui sont moindre ce qui explique sa situation », réaffirme-t-il. Le président de l'ACTIC regrette que l'ANRTIC exige aux

consommateurs de payer pour les pertes de Comores Télécom.

« Ce n'est pas à nous en tant que consommateurs de payer les déficits et la mauvaise gestion de Comores Télécom. Qu'on leur demande tout simplement de maintenir les tarifs et de donner accès à plusieurs usagers à terme, ils reviendront dans une situation normale où ils peuvent gagner de l'argent », estime-t-il. Hamidou Mhoma précise que vouloir gagner de l'argent tout de suite par la data mobile serait une erreur de l'ANRTIC et les conséquences de cette décision pourraient être pires que la situation que connaît aujourd'hui Comores Télécom. Justifiant que les nouvelles offres de la société d'Etat ne datent pas d'un an alors que la baisse aurait été constatée depuis quatre ans, Mhoma précise qu'il n'y a pas de liens de causalité entre ces tarifs et la baisse du chiffre d'affaires. « Que l'ANRTIC cherche les problèmes ailleurs pas sur les tarifs et qu'elle laisse les opérateurs travailler comme il faut, gage d'une bonne concurrence », conclut-il.

A.O Yazid

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les enseignants de l'Université partent en grève illimitée

Dans un point de presse tenu hier jeudi, le Syndicat National des Enseignants de l'Université des Comores (SNEUC) a annoncé une grève illimitée à compter de ce vendredi 29 novembre. Cette dernière prendra fin au moment où le gouvernement décidera de répondre à leurs revendications.

Le secrétaire générale du SNEUC, Abdou Said Mougni-daho a annoncé devant la presse que le syndicat des enseignants va déclencher une grève illimitée à partir de ce vendredi 29 novembre. Cette décision est motivée par le non respect des engagements pris par le directeur de cabinet du président de la République en ce début de mois de Novembre. « Jusqu'aujourd'hui, le gouvernement n'a pas donné une suite favorable aux revendications que nous lui avons soumises depuis 05 octobre 2019. Nous avons donc décidé de déclencher à partir de ce 29 novembre une grève illimitée », annonce-t-il.

Ce chef syndicaliste appelle les enseignants à respecter cette décision afin de donner une force au mouvement. « Nous demandons à tout les enseignants et étudiants d'observer ce mot d'ordre de grève pour défendre

nos intérêt moraux et matériels », poursuit-il.

Pour rappel, le Syndicat National des Enseignants de l'Université des Comores avait repris les cours le lundi 18 novembre après une discussion avec le directeur de cabinet du président de la république, Youssouf Ali Mohamed répondant à leur attente. Cette discussion louable avait permis aux enseignants de reprendre les cours tout en espérant que leurs revendica-

tions seront satisfaites comme cela leur a été promis. Parmi leurs doléances, il y'avait les avancements indiciaires gelés depuis plusieurs années, les arriérés de salaires et les élections du président de l'Université et des chefs des composantes, pour le bon fonctionnement de l'institution.

Andjouza Abouheir



Me Moudjahid

La Gazette des Comores

Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Andjouza Abouheir

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Rahamatouallah Youssouf

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

HOUMED MSAIDIE, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

"Le rôle le plus attendu de la diaspora, c'est d'investir dans le développement du pays"



La conférence des partenaires au développement aura lieu les 02 et 03 décembre prochain à Paris. A quelques jours de l'évènement, le ministre de l'économie mais aussi le patron du comité interministériel en charge de l'organisation montre que tout est en place pour la tenue de la conférence et dans les meilleures conditions.

Quelle relation entretiennent les Comores avec les organisations internationales ?

Les Comores entretiennent une très bonne relation avec les organisations financières internationales. Des efforts ont été fournis pour ramener le niveau d'endettement des Comores qui était de 60% à 16%. Donc c'est un endettement soutenable qui nous permet effectivement d'accéder à des prêts bien sûr en entente avec le FMI avec lequel, probablement vers la fin du mois prochain, on va signer un gros programme. Nous avons aussi de très bons rapports avec de nombreux Etats et je prendrai l'exemple de la France qui nous dira certainement à Paris les 02-03 décembre, qui vient de nous accorder un don de 150 millions d'euros. Nous avons de très bons rapports avec l'Arabie Saoudite et un certain nombre d'Etats qui nous soutiennent dans nos efforts au développement. Mais nous faisons donc partie de ce monde mondialisé où le secteur privé joue un rôle très important. Nous allons à Paris évidemment pour nous adresser aux institutions finan-

cières et aux Etats mais l'objectif est également et de s'adresser au secteur privé international. Parce que le secteur privé comme vous le savez crée non seulement de l'argent mais aussi des emplois. Donc, nous allons à Paris pour mobiliser le secteur privé parce que nous avons aussi des projets qui peuvent être financés par le secteur privé. Et mon état d'esprit est de constater qu'effectivement, beaucoup d'entreprises privées ont répondu à notre invitation et ont confirmé leur participation à la conférence de Paris. Et ça ne peut que nous réjouir, nous en tant que comité interministériel chargé d'organiser cette conférence mais aussi le comité technique de suivi de cette conférence. Nous sommes très satisfaits parce que le secteur privé a répondu massivement. Et ici en interne, le secteur privé comorien souhaiterait participer totalement à la conférence mais on va les inviter à une autre conférence comme ça était fait en Afrique du sud récemment, où on a réuni le secteur privé et local pour demander sa contribution dans les 5 ans à venir dans les investissements du pays.

Puisque vous parlez des investisseurs et des bailleurs qui ont répondu favorablement à la conférence. Est-ce qu'il était question que vous mobilisez aussi des fonds souverains internationaux ? Est-ce qu'on peut avoir une idée des fonds qui ont vraiment répondu favorablement ?

Si vous parlez des fonds sou-

verains, ce sont des Etats qui acceptent de céder une partie de leur fonds pour aider, un emprunt ou un projet pour mieux le fructifier. Donc, là on ne peut rien dire. On attend. C'est à ces Etats là de venir se prononcer s'ils sont prêts à amputer une partie de leurs fonds souverains dans un cadre de partenariat pour accompagner les ambitions des Comores d'aujourd'hui et de demain.

Il y aussi le côté politique. Est-ce qu'on peut avoir une idée claire sur le profil, parce qu'il y'a le coté de la communauté internationale financière et le coté politique ?

Sur le coté politique, on va parler en termes d'organisations internationales, l'ONU, l'Union Africaine, la Ligue des Etats Arabes seront tous là et d'autres organisations à caractère international et régional qui existent mais ce sont les principaux. Et toutes ces organisations vont venir pour apporter leur soutien à la démarche du président Azali Assoumani et confirmer qu'effectivement le président a engagé le pays dans un processus d'émergence d'ici 2030 en adéquation avec le programme 2063 de l'Union Africaine.

La conférence est parrainée par la France plus précisément par Emmanuel Macron. Personnellement, quel commentaire faites-vous sur cette implication personnelle de la France ?

A mon avis, cela traduit une volonté de refonder la relation France-Comores. Cela ne veut

pas dire que dans le passé, la relation n'était pas bonne mais maintenant on a une autre vision. En tout cas, ce que j'ai compris chez nos chers amis français, ils veulent que leur intervention aux Comores soit visible. C'est depuis longtemps, la France intervenait aux Comores mais ce n'est pas très visible. Donc, maintenant elle veut que son action soit visible et c'est ce qu'accomplit le président Macron. La relation est beaucoup plus visible maintenant qu'avant. Ce ne sont pas des petits projets mais ce sont des grands projets dont on commencera à voir les résultats. Ce qui ne veut pas dire que la France ne nous a pas aidés dans le passé, elle nous a aidés beaucoup. Dans la même lignée, il y'a un projet de formation et d'insertion qui sera mis en place incessamment et qui va être peut être aussi un miroir pour d'autres formations insertions qui sont les méthodes utilisées dans de beaucoup pays pour répondre à la question du chômage des jeunes.

A quelques jours de la tenue de la conférence, combien des pays ont déjà répondu favorablement ?

Je n'ai pas un chiffre exact ! Mais un peu plus d'une cinquantaine. Bien sûr, nous n'avons pas invité le monde entier. La salle n'est très grande. Elle a 200 places seulement et on a invité en fonction de la disponibilité de la salle.



Justement puisque vous parlez de la salle, il se posait des problèmes logistiques. Est-ce le cas ?

Elle peut contenir jusqu'à 200 personnes, c'est largement suffisant pour ce que nous voulons dire et ce que nous voulons faire.

On nous a annoncé des zones de financement à hauteur de 4 milliards d'euros. Qu'est ce qu'a été fait techniquement pour y parvenir et espérer pouvoir lever ces fonds ?

On va à Paris, pour dire au secteur privé international qu'aux Comores, il y a des projets qu'ils peuvent financer dans un cadre de partenariat avec les Comores et avec le secteur privé local ici comme ailleurs. Comme vous le savez, de jour en jour, on continue à construire des bateaux, des avions, des trains, tout ça, c'est pour transporter des hommes et des marchandises, et nous faisons partie de ce monde là. Les Comores aussi constituent un marché, un vrai marché, déjà 800 000 à 1 million de personnes, il faut compter aussi la diaspora qui intervient massivement dans le pays sur le plan financier, donc c'est un vrai marché. Donc, on va vendre ce marché auprès des opérateurs économiques internationaux pour venir ici investir dans les infrastructures routières, portuaires dans une démarche gagnant-gagnant, qui peuvent investir dans les ports, aéroports comme ça se fait partout. Vous voyez, il y a des aéroports qui sont construits par des Etats et qui immédiatement prennent la gestion de ses aé-

roports pour récupérer leur argent. Mais surtout, si je parle de la construction des avions qui s'amplifie de jour en jour, c'est pour favoriser les voyages et quand on parle des voyages, on parle du tourisme. Et l'archipel des Comores, c'est effectivement une destination touristique. C'est surtout une destination touristique nouvelle. Ce qu'on peut faire ici, c'est avec une vision nouvelle, qui est la vision de l'écologie qui prend en compte l'environnement. Nous allons vendre le tourisme sachant très bien que le tourisme ne peut aller que si on s'adresse à la question des déchets. Et là également nous avons des projets qui sont vendables par rapport à des investisseurs potentiels. Et je peux vous dire en tant que ministre de l'investissement, il y a beaucoup de sollicitations dans ce domaine du tourisme, de traitement de déchets et de l'énergie. Le président a beaucoup sensibilisé et on sent que son message est passé, parce que moi je suis très sollicité dans le tourisme, dans l'énergie et dans le domaine de la transformation des déchets. Personnellement, je suis très confiant quant au succès de cette conférence.

Quels sont les mécanismes mis en place pour assurer le suivi de la conférence de Paris ?

Nous allons tout d'abord écouter ce que les autres vont nous porter et ensuite le gouvernement va s'asseoir pour voir comment effectivement gérer l'après-conférence. Mais l'esprit est le même, ce sont des partenaires d'ordre éta-



gique ou institutionnel ou des partenaires privés. Et pour chaque partenaire, il y a des mécanismes propres pour le suivi.

Puisque vous parlez du secteur privé international et national, il y a aussi cette diaspora économique, beaucoup des comoriens qui sont installés en Europe plus particulièrement en France, comment comptez vous faire pour les mobiliser ?

Notre diaspora a été mobilisée plus particulièrement celle qui intervient dans le domaine économique et elle s'est manifestée. On a inscrit pas mal de nos frères et sœurs qui sont dans le domaine. Mais comme vous le dites, c'est leur pays, effectivement la diaspora envoie beaucoup d'argent ici mais d'une manière générale, c'est pour acheter de l'or, du riz enfin, la consommation courante liée au grand mariage et à la fête. Mais il y a beaucoup d'opportunité d'investissement pour la diaspora ici. Et si justement demain des opérateurs économiques venant d'ici et là-bas veulent encore investir encore ou viennent investir aux Comores, il n'est pas impossible de penser qu'on pourrait réserver dans ce genre d'investissement une part à cette diaspora pour qu'elle puisse s'associer à des investisseurs qui ont un peu plus de fonds. Je sais très bien qu'il y a beaucoup de comorien qui ont de l'argent qui investissent en France, en Espagne, en Tunisie, en Allemagne et même aux Etats Unis. Maintenant, c'est le moment de venir investir éga-

lement dans leur pays.

On sait très bien que le PNUD, la Banque mondiale, l'Agence Française de développement jouent un rôle très importants dans ce processus. Sur le plan organisationnel, technique et financier, ou en est-on exactement ?

Pour le moment il n'y a pas un problème particulier. On s'achemine vers la tenue de la conférence. Les délégations commencent à partir pour s'assurer que les choses se passent comme prévu.

Un dernier mot ?

Personne ne peut contester leur combat. Ils ont des objectifs et une façon de voir les choses qui leurs sont propres. Ce n'est pas la manière que nous voyons. Nous sentons plutôt que le pays va de l'avant. Donc, pour nous cette diaspora, elle est très importante. Elle joue son rôle ici mais je me permets de dire que le rôle le plus attendu de la diaspora, c'est d'investir dans le développement du pays. Et ce n'est pas pour aller acheter de l'Or à Dubai ou bien des meubles en Chine mais d'investir dans le durable comme le tourisme et dans les infrastructures. Je suis sûr que déjà ça travaille un certain nombre d'entre eux pour ne pas dire tout le monde. Ils ont certainement des craintes mais moi je leur dis que c'est un combat et je les encourage à revenir au pays et à investir.

Propos recueillis par MY



Mayotte abrite la double finale de la Webcup et la Master Class

Mayotte abrite du 7 au 8 décembre prochain une double finale internationale de la Webcup et la première édition de la Master Class. Pour la partie comorienne dans ce rendez-vous, une délégation de 16 personnes dont une équipe féminine à la master class prendra part.

Les Comores seront présentes à la double finale internationale 2018 et 2019 de la Webcup. Devant la presse, Hamidou Mhoma rappelle que ce même évènement a été organisé à Moroni en 2016 et qu'à défaut de candidats potentiels pour organiser la finale de 2018 et celle de 2019 après le désistement de Madagascar en 2018 et celui des Seychelles en 2019, Mayotte s'est portée volontaire d'abriter les deux finales de la Webcup et l'organisation de la Master Class. Trois équipes de quatre personnes chacune, deux accompagnateurs et une équipe de six femmes à la Master Class vont représenter les Comores à

Mayotte du 05 au 10 Décembre prochain. « En plus des deux finales, Mayotte s'est proposée d'organiser la Master Class qui va faire concourir des filles de la région Océan Indien dans le codage du web. Elle vont aussi participer à la finale internationale de la Webcup », annonce Hamidou Mhoma, président de l'ACTIC, organisateur de l'évènement au niveau local.

Ce dernier se félicite de l'organisation de l'évènement et affirme que l'accompagnement de telles initiatives est une manière de mettre de l'avant l'outil informatique et sa familiarité avec les Comoriens. « Nos jeunes vont confronter leurs compétences avec les autres jeunes de l'Océan Indien et tisser des relations », dit-il en affirmant que « l'objectif n'est pas de participer mais de pouvoir vivre de ses compétences et de faire en sorte que ces jeunes puisse s'en sortir ». Participer à ce concours est un moyen de leur faire découvrir d'autres horizons plus



ouvertes.

Vainqueur de la compétition de 2018, l'équipe Spider menée par Nassim Mohamed Ali, Youssef Mbaé, Said Mnamdji et Marie Ahamada Boina qui remplace Salma et l'équipe Lot Bigasse vainqueur de 2019 auront la charge de représenter l'archipel

dans cette compétition inter-régionale. Mhoma et son équipe espère que tous les candidats qui forment les différentes équipes auront leur visa pour pouvoir prendre part à ce rendez-vous.

A.O.Y

L'édition 2019 de la Coupe de l'Uffoi des moins de 15 ans touche à sa fin. Les pionniers de la compétition ont remercié les pays présents, pour leur disponibilité et l'esprit fair-play. Mal-préparés et mal-servis, l'exploit des Coelacanthes U15 n'est pas brillant, mais elle n'est pas non plus décevante. La Réunion remporte le trophée. La 2e place des meilleurs buteurs revient aux Comores, grâce à l'habileté et à la tonicité du Mirontsien (Ndzouani) Abdoulatuf.

Les organisateurs de la Coupe de l'Union des Fédérations de Football de l'Océan indien (Uffoi), de moins de 15 ans, édition 2019 sont satisfaits du bon déroulement de la compétition. Ils ont rendu hommage à l'assiduité et à la sportivité dont

FOOTBALL : COUPE DE L'UFFOI DE U5 À MAURICE

Comores battus, mais non abattus

ont fait preuve les pays présents. Si le bilan des Coelacanthes U15 s'avère mitigé et mi-raisin, il reste encourageant. « On avait juste 2 jours d'entraînement pour des joueurs qui ne se connaissent pas. Une participation internationale nécessite un regroupement d'au moins un mois. Nous nous sommes contentés des individualités mis au service du collectif. Les matches ont servi aussi d'enseignements technique, physique et tactique », se plaint Darouechi Tadjiri, l'entraîneur de la sélection de U15.

Théoriquement, les résultats des matches ne sont pas décevants. En phase de poules, les Comores s'incli-

quent devant les Malgaches (5-2), les Mauriciens (3-2), et font match nul avec les Seychelles (3-3). En duel de cadrage, ils ont pris le dessus sur Rodrigue (2-1). « Le face-à-face avec les Mahorais allait remonter le moral du groupe. Hélas, à peine commencée, la partie a été perturbée par un dangereux orage. Ce qui a provoqué sa suspension. J'ose déclarer qu'on avait en face de nous, des joueurs très âgés. Les Comoriens étaient déséquilibrés par le colossal gabarit des adversaires. A taille requise, je pense que les pays présents n'auront pas de leçons à nous. Techno-tactiquement, la différence n'est pas si

gnificative. J'encourage les efforts fournis par nos jeunes », apaise Tadjiri.

Les confrontations permettent d'acquérir de connaissance, d'élargir l'expérience, donc d'aiguiser par la même occasion la soif de vaincre. Les Coelacanthes U15 ont appris quelque chose. Le bilan n'est pas décevant. « A Maurice, tout a été managé pour décourager les adversaires et les battre. Entre le garage où notre délégation était logée et le terrain d'entraînement et des matches, on parcourait environ 1h 40 minutes de distance. On jouait à midi. Mais, Maurice à partir de 16h. Malgré ces funestes embûches, la Réunion a remporté le trophée. La 2e place des meilleurs buteurs revient aux Comores, grâce à l'habileté et à la tonicité du jeune mirontsien Abdoulatuf ». Psychologiquement, les Coelacanthes U15 ne sont pas abattus.

Bm Gondet



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un(e) Associé(e) aux Services Communs.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler** en ligne au lien suivant :

* **Poste d'Associé(e)** aux Services Communs:

https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=27332&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Le délai de soumission des candidatures est fixé au **10 décembre 2019**.

Remarques :

- A compétences égales, les candidatures féminines seront encouragées.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

Calendrier, championnat de Ngazidja (D1)

Samedi 30 novembre 2019, vers 15h 00

A Moroni : Bonbon Djema # Enfants des Comores

A Mitsamiouli : Apaches # Volcan

A Mitsoudje : Jacm # Fc Hantsindzi

A Vouvouni : Twamaya # Elan

A Chamle : Us Selea # Super Sonic

A Male : Fc Male # Ngaya